



**RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DE MONITORING DE
PROTECTION
NOVEMBRE 2019,
TILLABERI-NIGER**



Mouvement retour de ménages de la commune d'Inates, novembre 2019

I. APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

La situation sécuritaire s'est fortement dégradée dans les zones d'urgences de la région de Tillabéri au cours du mois de novembre 2019. Les départements d'Ayérou, Banibangou, Ouallam, Abala, Torodi, Téra et Bankilaré sont particulièrement concernés par les incidents de protection rapportés au cours de cette période.

L'analyse de ces incidents rapportés et les tendances des menaces sécuritaires dans la région de Tillabéri, dégagent deux principales raisons de cette recrudescence de l'activisme des groupes armés non étatique dans la région.

On constate une légère hausse des incidents comparativement au mois d'Octobre 2019. Cette hausse peut s'expliquer par le retrait des forces de défense Maliennes de leur position avancée le long de la frontière avec le Niger. Ceci a favorisé la libre circulation des GANE dans cette bande et les assauts répétés au Niger, notamment dans les villages frontaliers des départements de Banibangou, Ouallam, Abala et Ayérou. Il faut noter que le retrait des FDS maliennes de leur position avancée rend la tâche difficile aux FDS Nigériennes ; en même temps qu'il facilite l'avancée des GANE vers le Niger du fait que la bande frontalière du côté du Mali devient no man's land qu'ils contrôlent et à partir duquel ils préparent soigneusement les attaques en direction du Niger.

En rappel, des attaques simultanées et coordonnées des GANE ont visé des positions militaires avancées dans les régions de Ménaka, Ansongo au nord Mali au cours des deux derniers mois. Suite à ces attaques les postes avancés des FDS maliennes se sont repliés et cela a favorisé l'activisme des groupes armés non

a. Analyse de la situation actuelle dans le département d'Abala

Le département d'Abala, a connu un calme relatif au cours du premier trimestre de l'année 2019. Cette accalmie a conduit en son temps les autorités locales (préfectorales, communales...), à assouplir certaines mesures liées à l'état d'urgence dans la zone. Entre autres mesures l'ouverture de tous les marchés hebdomadaires fermés plutôt en 2018, pour cause de l'insécurité, la levée des limites aux heures de circulation pour véhicules et piétons etc. ces mesures ont permis de desserrer l'étau des mesures d'état d'urgence qui d'une manière ou d'une autre ont réduit la mobilité des populations dans différentes zones du département.

La situation sécuritaire dans le département d'Abala, a toutefois pris des tournures inquiétantes le 12 octobre 2019, lorsqu'une patrouille militaire a été la cible d'une attaque d'envergure d'une centaine d'élé-

étatique sur toute la bande frontalière Niger-Mali.

Selon des sources sécuritaires et communautaires concordantes, les éléments de GANE mettraient en place un mécanisme de gouvernance des villages frontaliers ou vivent encore des communautés de part et d'autres de la frontière Niger-Mali. Cette gouvernance serait caractérisée par les taxes diverses, l'enseignement religieux, le respect des préceptes religieux extrémistes etc.

Pour la bande frontalière Niger-Burkina Faso, particulièrement les villages frontaliers des départements de Torodi, Téra, Bankilaré, la situation sécuritaire a été largement influencée par les événements sécuritaires qui prévalent coté Burkina Faso, ces deux derniers mois. Les attaques multiples des GANE dans la région de l'Est du Burkina Faso, ont conduit au lancement d'opérations militaires d'envergures dans cette région, particulièrement dans les communes frontalières (Houtouré, Boundoré, Marsila, Matchakoili...). Ces attaques multiples et opérations militaires en cours dans ces zones ont conduit à la fois la dispersion des éléments de GANE dans les zones boisées et villages frontaliers coté Niger, mais aussi à des mouvements de populations burkinabés massifs internes et trans-frontaliers vers le Niger.

Au vu de tout ce qui précède notamment le retrait des forces maliennes des postes avancés sur le long de la frontière Niger-Mali, donnant un libre accès à ces zones aux GANE pour mener leurs activités ; les opérations militaires dans la région de l'Est du Burkina Faso, constituent des facteurs alarmants qui pèsent sur l'environnement sécuritaires et de protection des populations civiles qui en paient déjà le prix fort.

ments de GANE dans le village d'Abaré (commune de Sanam). Cette attaque a confirmé les informations rapportées par les points focaux dans la zone sur la recrudescence de l'activisme des GANE.

Cette attaque a été suivie d'une série d'incursions dans les villages frontaliers de ce département (Agadiman, Tigzéfán, Ezza, Miel Cimint etc.), d'éléments de groupes armés non étatiques qui effectuent une campagne de collecte de taxes sur le batail; notamment sur l'axe Ayérou-Banibangou-Abala en passant par Ouallam.

C'est dans ce contexte que le 18 novembre 2019, pour la première fois une incursion suivie d'incendie volontaire d'école a été menée par des éléments de GANE dans le hameau de Takalayiya rattaché au village de Tigzéfán, à environ 50km au nord d'Abala (chef-lieu de la commune).

Le 24 novembre 2019, dans le village de Tillimoune à environ 43km au nord-est d'Abala (chef-lieu de la commune), une autre incursion et incendie volontaire d'école ont été perpétrés par des éléments de GANE. Une semaine plus tard ce fut l'école de Tizéfán qui a été victime d'un incident similaire avec cette fois-ci des agressions physiques contre des enseignants.

Cette nouvelle situation sécuritaire dans le département d'Abala serait liée aussi à la liberté de mouvement dont disposent les éléments de GANE suite au

b. Analyse de la situation actuelle dans le département d'Ayérou

Le département d'Ayérou, tout celui d'Abala a connu des événements sur le plan sécuritaire au cours du mois de novembre 2019, ayant conduit à des mouvements internes massifs de populations. La campagne de prélèvement de taxe sur les bétails ayant eu cours dans tous les villages frontaliers et isolés des départements d'Abala, Banibangou, Ouallam, n'a pas épargnée celui d'Ayérou.

Tout commence le 09 novembre 2019, lorsqu'une patrouille militaire opère dans les localités cibles (d'Ingoul Touareg, Boni Peul et Kado), des GANE dans les communes d'Inates, et Ayérou. Selon les sources communautaires cette patrouille aurait procédé à l'arrestation de 7 personnes soupçonnées de complicité avec les GANE dans le village de Boni peulh.

Suite à ces arrestations une vive tension a éclaté entre les populations des deux villages (Boni peul et Kado), les uns accusent les autres de dénonciation auprès des FDS. Le 10 novembre, des éléments de groupes armés non étatique envoient un message de menaces de représailles à la population de Boni Kado

c. Analyse de la situation actuelle dans les départements de Gothey-Téra-Torodi

L'environnement sécuritaire dans ces départements a connu un changement brusque avec notamment l'intensification des attaques dans la région du Sahel coté Burkina et l'activisme des groupes armés non étatiques dans les zones frontalières coté Niger, au cours des trois derniers mois (septembre, octobre, novembre). Ces attaques attribuées aux éléments de GANE visent à la fois les positions militaires mais aussi les populations civiles en particulier les leaders communautaires.

Au cours de ces trois derniers mois 37 attaques ont été perpétrés avec 4 assassinats ciblés, 7 enlèvements, 5 écoles incendiées volontairement dans les communes de Makalondi, Dargol, Goroual, Torodi, Téra, et Bankilaré, selon les données de monitoring de protection réalisé dans la zone.

Il faut ajouter qu'au début du mois de novembre 2019, des vastes opérations militaires ont été lancées

retrait des forces armées maliennes sur le long de la frontière Niger-Mali.

NB : selon les informations sécuritaires et communautaires corroborées par les autorités locales du département d'Abala, un recrutement des jeunes par les GANE dans cette zone serait en cours, soit volontairement soit suite à des menaces aux parents qui refuseraient de donner des bras valides pour la cause de « l'islam ». Et cela à des fins de ravitaillement, de collecte d'information,

qu'ils accusent d'être des complices des FDS dans la zone. Le 11 novembre, à l'aube, 5 éléments de groupes armés non étatiques à bords de motos enlèvent l'intérimaire du chef du village de Boni Kado, et donnent un ultimatum qui va jusqu'à 8h du matin du 12 novembre 2019 aux populations de quitter les lieux.

Ces derniers événements ont conduit la population des villages ciblés des menaces (Boni Kado, peulh et Ingoul Touareg), à effectuer des mouvements internes massifs de populations vers les villages d'accueils dans les communes de Dessa, Anzourou, et Ayérou.

Cette situation sécuritaire relance les inquiétudes des populations qui vivent encore dans ces zones. En rappel, les derniers mouvements internes massifs de populations remontent au 15 juillet 2019, quand les populations de la commune d'Inates (chef-lieu), ont effectué des mouvements massifs pour les mêmes raisons sécuritaires.

coté Burkina Faso, avec des bombardements aériens, des opérations aux sols de l'armée burkinabé.

Ces opérations militaires et les attaques récurrentes aussi des éléments des GANE dans les communes frontalières du Burkina Faso au Niger, ont conduit à d'important mouvement de populations burkinabés installées dans plusieurs localités des départements de Gothey, Téra et Torodi au cours du mois de Novembre 2019. Ces localités d'accueils sont distantes de 80 à 150 km à l'ouest et nord-ouest des chefs-lieux des départements et sur une bande 25km de la frontière Niger-Burkina Faso.

Selon les témoignages recueillis auprès des populations en mouvement plusieurs familles seraient reparties dans d'autres villages cotés Niger, selon les appartenances ethniques et connaissances antérieurs à la crise.

II. CONTEXTE OPERATIONEL AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE

Le contexte opérationnel au cours du mois de novembre a été marqué par une situation sécuritaire alarmante dans les zones d'urgences et d'accueils des personnes déplacées internes de la région de Tillabéri. Cela rend à ce jour difficile les interventions humanitaires à l'endroit des populations dans le besoin d'assistance.

A cela s'ajoute l'instauration par le gouvernement du Niger des mesures sur l'escorte militaires des missions terrain des organisations internationales dans toute la région à l'exception du département de Kollo.

Ces mesures sur les escortes militaires qui viennent s'ajouter à celles de l'état d'urgence instaurées dans les mêmes zones par le gouvernement compliquent davantage la mise en œuvre des projets et programmes d'urgences au profit des PDI et hôtes de la région.

Il faut noter aussi qu'au cours du mois de novembre plusieurs incidents liés à des enlèvements de véhicules de particuliers et/ou organisations travaillant dans ces zones ont été rapportés par les points focaux. Ces types d'incidents ne sont pas de nature à favoriser la mobilité des véhicules des organisations humanitaires qui opèrent dans la région de Tillabéri. En définitive, le contexte opérationnel a été difficile dans la région de Tillabéri au cours du mois de novembre 2019, en ce sens que les conditions sécuritaires se sont fortement dégradées dans toutes les zones d'interventions des différents acteurs humanitaires.

Au vu de tout ce qui précède les populations déplacées et hôtes dans zones interdites d'accès sans escorte militaire continuent de subir les affres de la vulnérabilité accentuées par l'arrêt des assistances humanitaires.

III. MONITORING COMMUNAUTAIRE

a. Sécurité et bien être

Au vu de tout ce qui précède notamment la dégradation continue du climat sécuritaire qui accentue la pression psychologique sur les populations, l'arrêt des assistances humanitaires, et des interventions des acteurs de protection faute d'avoir un accès aux zones, sont entre autres des préoccupations majeures pour la sécurité et bien être des populations. Le monitoring communautaire effectué au cours de cette période dans ces zones citées plus haute, ressort que les personnes déplacées et hôtes dans les zones d'urgence de la région de Tillabéri, vivent avec des difficultés. Ces dernières sont entre autres les difficultés continues de mobilités, d'accès aux moyens de subsistance, aux lieux de ravitaillement (marchés, champs, greniers...).

A tout cela s'ajoute l'accès aux services sociaux de base qui a été compliqué par les mêmes raisons sécuritaires évoquées plus haut.

Les menaces sécuritaires ont progressivement vidé « les services sociaux de base » dans certaines zones de leurs personnels, et/ou à Coupé leurs accès pour les ravitaillements du nécessaire à leurs fonctionnement.

C'est le cas notamment des écoles fermées officiellement, incendiées par des éléments de GANE, mais aussi des centres de santé, des points d'eaux potables, et l'absence des services d'état civile pour l'enregistrement des nouveaux nés dans les villages, comme cela a existé avant la crise sécuritaire.

Les résultats des discussions de groupes au cours du monitoring communautaire de ce mois montrent que la sécurité et le bien-être des populations dans les zones d'urgence de la région, régressent du jour au jour compte tenu de tous les facteurs sécuritaires et humanitaires ci-dessus évoqués.

b. Mouvements de populations

Au cours du mois de novembre 2019, deux types de mouvement de population ont été enregistrés dans la région de Tillabéri. Notamment les mouvements poste attaque et les mouvements retours dans les villages d'origines.

• Mouvement poste attaques

En effet, les évènements sécuritaires ayant eu lieu dans les localités des communes d'Ayérou et Inates du 09 au 12 novembre 2019, détaillés plus haut ont conduit à des mouvements internes massifs de populations des villages de Boni Kado, peulh et Ingoult vers les villages d'accueils des communes d'Anzourou, Dessa, et Ayérou. Au 30 novembre, la situation des effectifs et localisations de ces populations en mouvement se présente comme suit : 250 ménages de plus 1050 personnes sont annoncés au départ de Boni Kado et 11 ménages de plus 70

personnes Boni Tagabart. Ces ménages sont localisés dans 4 sites d'accueils différents notamment:

- Gaygorou 220 ménages de plus 700 personnes (Commune de Dessa)
- Malkouch hameau de Kollabosey 32 ménages (Commune de Dessa)
- Molia 3 ménages (commune de Anzourou)
- Ayérou 6 ménages accueillis dans des familles (chef-lieu de la commune).

Le recensement des ménages et personnes a été effectués par les autorités communales avec l'appui des points focaux protection et moniteurs communautaires. Une mission d'évaluation RRM se rendue sur le site d'accueil de Gaygorou, les besoins en assistance humanitaire sont énormes pour ces populations ayant laissé tout derrières elles.

• Mouvement retour dans les villages d'origines

En fin du mois de novembre, le site d'accueil temporaire des PDI d'Inates, à Ayérou chef-lieu a connu des mouvements retours des ménages dans les villages d'origines. En rappel, les populations de la commune d'Inates (chef-lieu), ont effectué des mouvements internes progressifs au cours du mois de juillet 2019 pour des raisons sécuritaires citées-plus haut.

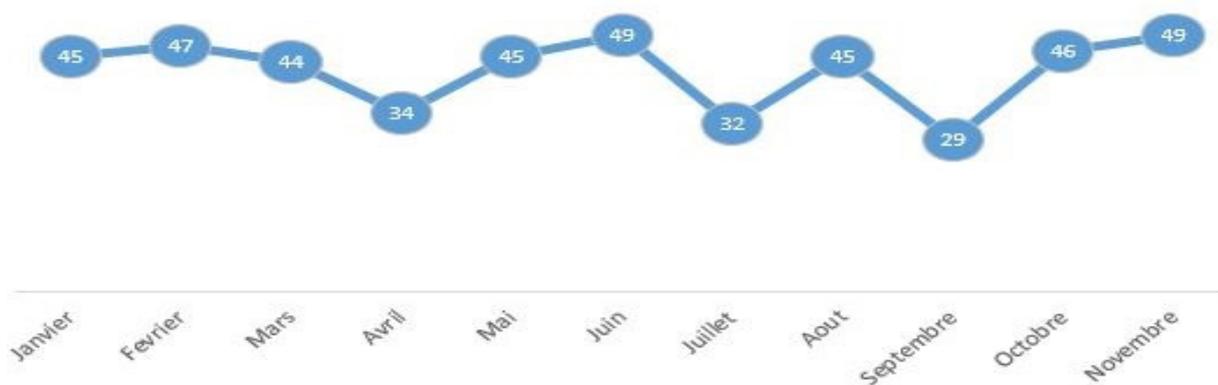
A l'époque des faits, les autorités préfectorales et communales d'Ayérou/Inates ont estimé à 341 ménages de plus de 1700 personnes arrivées à Ayérou chef-lieu de

la commune. 30 ménages d'au moins 200 personnes sont quant à eux arrivés à Tillabéri.

A ce jour au moins 30 ménages de plus de 190 personnes ont effectué un mouvement retour dans le chef-lieu de la commune d'Inates. Les raisons de ces mouvements retours sont entre autres l'insuffisance des assistances humanitaires, la recherche des moyens de subsistances dans les zones d'origines, et l'accès aux services sociaux de bases

IV. INCIDENTS DE PROTECTION ENREGISTRÉS AU COURS DU MOIS DE NOVEMBRE 2019

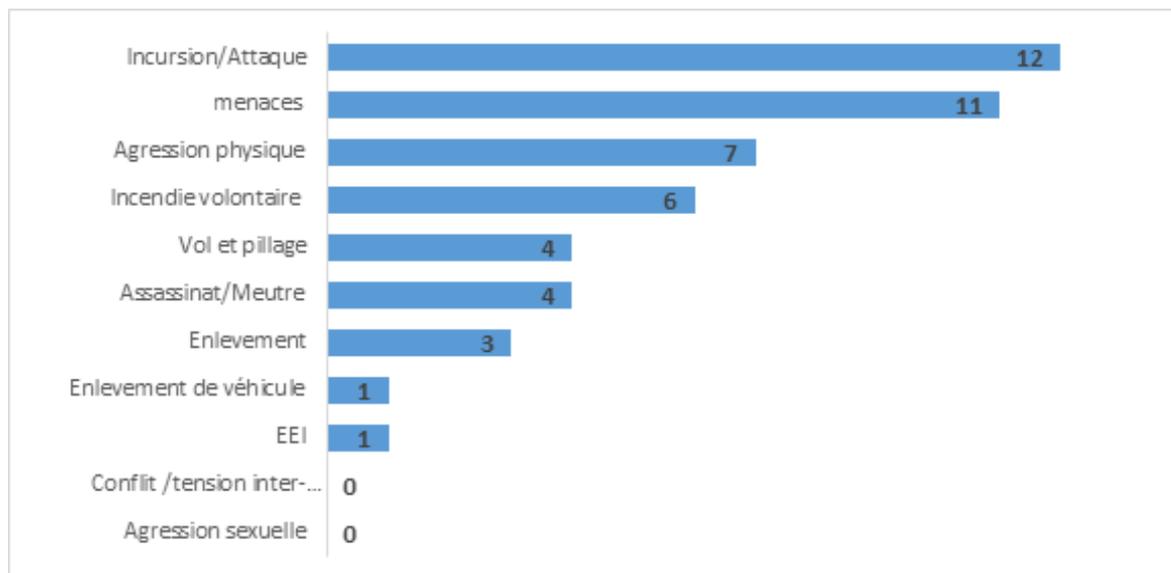
Graphique 1: Tendence des incidents de protection de janvier à Novembre 2019



Analyse: L'analyse de ces incidents rapportés dans la région de Tillabéri, dégagent deux principales raisons de cette recrudescence de l'activisme des groupes armés non étatiques dans la région. En effet, la bande frontalière de cette région avec le Mali, notamment les villages frontaliers des départements de Banibangu, Ouallam, Abala et Ayérou seraient totalement occupés par des éléments de GANE au cours du mois de novembre 2019. Cela serait due au retrait des forces de défense maliennes sur tout le long de la frontière d'une part. Et d'autres part l'activisme de plus en plus remarqué des éléments de EIGS qui étendent leurs influences dans les localités coté Niger, le long de la frontière Niger-Mali.

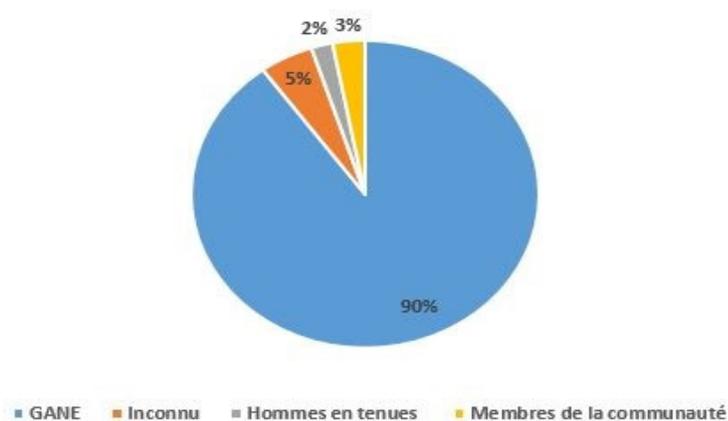
Cette influence se manifeste par l'imposition trimestrielle des taxes sur les bétails, les incendies volontaires des écoles, menaces et agressions physiques des enseignants etc. Face à ces incidents de protection les populations qui vivent dans les zones touchées manquent d'alternatives et les craintes de l'enlèvement sont grandes y compris dans les communes qui étaient jusque-là épargnées (Tonditchiwindi, Dingazi...).

Graphique 2: Répartition du nombre d'incidents de protection par typologie



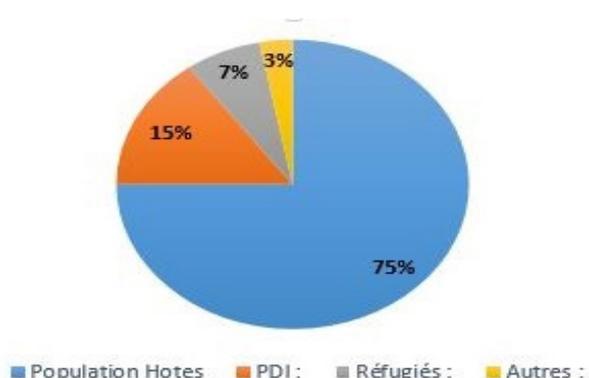
Analyse: les tendances des menaces sécuritaires dans la région de Tillabéri seraient dues au retrait des forces de défenses maliennes sur tout le long de la frontière. Les attaques multiples des GANE dans la région de l'Est du Burkina Faso, ayant conduit au lancement d'opérations militaires d'envergures dans cette région, particulièrement dans les communes frontalières (Houtouré, Boundoré, Marsila, Matchakoili...). Et la dispersion des éléments de GANE dans les zones boisées et villages frontaliers coté Niger, mais aussi à des mouvements de populations burkinabés massifs internes et transfrontaliers vers le Niger.

Graphique 3: répartition du nombre d'incidents par auteurs



Analyse : Au cours du mois de novembre selon les incidents rapportés 90% auraient été commis par des éléments de GANE, 5% déclarés comme inconnu par les sources d'informations, 3% commis par les membres de la communauté, et 2% par des hommes en tenues. La détermination des auteurs des incidents est effectuée par les communautés et points focaux au niveau communautaire, après chaque incident.

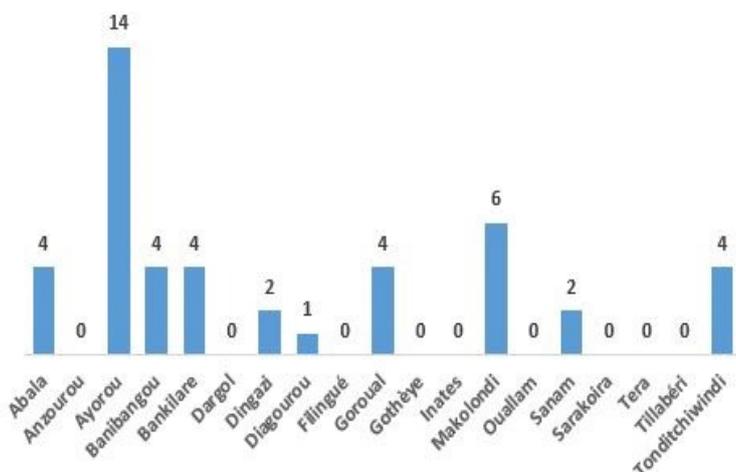
Graphique 4: Répartition des victimes par catégorie de personnes touchées



Analyse: Les zones d'urgences de la région de Tillabéri, sont à ce jour habitées par plusieurs catégories de populations du fait de la crise sécuritaire dans cette région. Notamment les PDI, réfugiés, hôtes, dans des rares cas des retournés et des migrants dans les communes Makalondi et Torodi frontière Niger-Burkina Faso. Il faut noter aussi que les localités sur la bande de 50km aux frontières Niger-Mali et Niger-Burkina Faso, sont habitées malgré la situation sécuritaire tendue dans certaines de ces localités. Ces villages accueillent aussi pour la

plus part des PDI et réfugiés. Les populations hôtes et PDI sont concernées par les incursions, menaces, enlèvements, assassinats des personnes par les groupes armés non étatiques. Pour les potentiels réfugiés dans les départements de Gothey, Makalondi, Téra, ils sont concernés par les menaces, agressions physiques...

Graphique 5 : Répartition du nombre d'incidents par communes



Analyse : au cours de cette période de rapportage sept communes ont été plus touchées par les incidents de protection rapportés notamment Abala, Ayérou, Banibangou, Bankilare, Goroual, Makalondi et Tonditchiwindi. Toutefois deux communes se distinguent parmi ces sept ci-citées, notamment Ayérou et Makalondi. En effet, la commune d'Ayérou a été concernée par des incursions pour prélèvement des taxes sur bétail, menaces, enlèvement de personne (Boni Kado), incendie d'école etc rapportés par les sources commu-

nautaires d'information. Pour la commune de Makalondi, les incursions, enlèvement de personne, menaces sont entre autres incidents rapportés par les sources communautaires d'informations dans la zone.

Il faut noter aussi parmi les communes touchées par les incidents de protection au cours du mois de novembre 2019, celles de Dingazi et Tonditchiwindi. Ces communes bien qu'elles sont dans les zones d'urgences ont connu un calme relatif au cours des trois derniers mois. Les enlèvements et assassinats d'au moins 4 chefs traditionnels les localités de la commune de Tonditchiwindi sont sans précédents dans la zone. Et cela a fait naître des vives inquiétudes au sein des populations

V. PROTECTION DE L'ENFANCE

La recrudescence des incidents de protection qui touchent de plus en plus les écoles en cette période scolaire expose les enfants à des risques sécuritaires plus directs. A ce jour, moins de 7% des incidents de protection rapportés concernent les enfants notamment les viols, agressions physiques.

Selon les informations rapportées par les points focaux, de plus en plus des incidents de protection tels que les assassinats ciblés, les enlèvements et incendies volontaires d'écoles sont effectués devant les enfants par des éléments des groupes armés non étatiques, de fois lourdement armés.

Les cas enregistrés au cours du mois de novembre 2019, sont entre autres les deux incendies volontaires d'écoles et agression physiques des enseignants dans le département d'Abala; mais aussi les assassinats et enlèvements ciblés de 4 chefs des villages dans la commune de Tonditchiwindi, qui auraient été perpétrés en présence des enfants des victimes le 22 novembre 2019. Il va s'en dire que les enfants sont fortement traumatisés. Dans ces conditions, la mise

en place des programmes d'accompagnement des enfants, notamment en termes de soutien psychosocial à travers les espaces amis des enfants est plus que jamais une priorité.

Par ailleurs, les sources d'informations communautaires sur la bande frontalière Niger-Burkina Faso, rapportent que plus de 2000 enfants reçoivent actuellement un enseignement selon le modèle de l'enseignement coranique prôné par les groupes armés non étatiques.

A ce jour plusieurs projets de protection des enfants sont en cours de mise en œuvre dans les zones d'urgence de la région de Tillabéri. En dépit des difficultés d'accès qu'ont certains acteurs sur le terrain, ces projets constituent un soulagement pour les enfants d'une part et d'autres pour les parents.

Entre autres interventions des acteurs de protection il y a la mise en place et le renforcement des comités de protection de l'enfance, les espaces amis des enfants, l'appui psychosociale, et l'identification, documentation des enfants ENAS etc.

VI. PREVENTION ET REPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

La crise sécuritaire ayant cours dans la région de Tillabéri depuis 2018, avec des mouvements internes massifs de populations présente de nombreux

risques de VBG. Selon les données du cluster protection-Niger, la région de Tillabéri compte plus de 56 000 déplacés internes au 30 novembre 2019,

dont plus de 50% sont des femmes et enfants. Ces deux couches sociales sont particulièrement identifiées comme à risques de violences basées sur le genre, sexuelles et sexistes dans les situations de crises humanitaires.

Au cours de cette année 2019, plus de 5 cas de viols ont été rapportés par les points focaux dont 3 cas sur mineurs dans les zones d'urgence. C'est moins pour la même période en 2018. Toutefois, témoigne de l'omniprésence des risques, qui pèsent sur les femmes et enfants dans ces zones d'urgence.

VII. COHÉSION SOCIALE

Les assassinats et enlèvements ciblés des leaders et chefs traditionnels dans les zones d'urgence continuent d'inquiéter les populations et cela alimente aussi les suspicions entre communautés ethniques, et catégories de populations (PDI, réfugiés, hotes), qui vivent dans les zones touchées.

Les événements du 22 novembre 2019, impliquant des assassinats et enlèvements ciblés dans les villages Tiambangou, Zaroumdey, Sabako et Toukassa, dans la commune de Tonditchiwindi, illustrent les risques de cohésion sociale que pourraient avoir la tendance sécuritaire actuelle dans la région de Tillabéri.

Plus les leaders communautaires sont ciblés dans

VIII. DOCUMENTATION CIVILE

La documentation civile reste et demeure l'une des véritables préoccupations de protection dans les zones d'urgence de la région de Tillabéri. En cette période scolaire, l'écrasante majorité des enfants sur les sites d'accueils de PDI ne dispose pas de papiers d'état civil, pouvant faciliter leur insertion scolaire.

Les raisons avancées par les communautés sur ce manquement sont entre autres l'éloignement des centres d'enregistrement et la méconnaissance des procédures d'acquisitions des papiers d'état civil par certains parents qui pensent que seules les personnes dans le besoin de voyager ont besoin de ces

IX. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE

Au cours du mois de novembre 2019, une formation des points focaux de monitoring de protection sur la protection des enfants a été effectué le projet UNICEF mise en œuvre par l'ONG ANTD. Au total 240 personnes dont 215 hommes et 25 femmes ont bénéficié de cette formation.

Dans cette même période des séances de sensibili-

A ce niveau des projets sur la prévention et réponses aux VBG sont aussi en cours dans la région de Tillabéri, avec la mise en place sur les sites PDI de la région des comités de prévention et protection contre les VBG, le renforcement des capacités des acteurs et membres des structures communautaires sur la problématique des VBG, le suivi et documentation des cas de survivantes rapportés et les sensibilisations communautaires sur la thématique menées par plusieurs acteurs de protection qui interviennent dans les zones d'accueils des PDI.

les zones d'insécurité, le tissu social s'effrite et laisse place aux suspicions et méfiance réciproque au sein des populations. Les discussions de groupes ressortent clairement la rupture de confiance entre les communautés ethniques et souvent entre personne au sein de la même communauté sur la bande frontalière Niger-Burkina mais aussi les risques de résurgences des conflits interethniques sur la bande frontalière Niger-Mali.

En rappel, cette zone a connu un conflit interethnique sanglant entre les peulh et toureg daoussag en 2018, et des incidents sporadiques à caractère interethniques ont continué à être signalé en 2019, avec une faible dimension

papiers. A tout cela s'ajoute l'absence d'un service d'état civil de proximité, dans les zones pastorales ou les éleveurs se déplacent d'une zone à une autre.

Ainsi selon les focus groupes avec les femmes, 90% d'entre elles ne possèdent aucune pièce d'état civil et méconnaissent l'importance de ces dernières. Environ 80% des enfants sur les sites de PDI Tillabéri ne possèdent pas de pièces d'état civil pour les mêmes raisons, et cela les exposant à des risques sécuritaires dans ces zones avec des patrouilles militaires inopinées et des mesures d'état d'urgence rigoureuses.

sation ont été menées dans les communes d'accueil des PDI Abala, Banibangou, Sanam, Ayérou et Oualam. Ces sensibilisations ont porté sur la cohésion sociale, les VBG en situation d'urgence... et ont touchés 2350 personnes dont 879 hommes, 1013 femmes et 458 enfants filles et garçons.

a. Assistance individuel et/ou référencement des cas de protection

| Zones | Nbre de cas iden. | Type de vuln. | Nbre assist. | Nbre référés |
|----------------|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Sanam | 2 | <ul style="list-style-type: none"> ■ SV-FM : Mariage forcé / précoce | 0 | 2 |
| Banibangou | 8 | <ul style="list-style-type: none"> ■ SM-CC : Condition médicale critique ■ SF : Femme seule a risque | 8 | 8 |
| Tonditchiwindi | 11 | <ul style="list-style-type: none"> ■ SM-MN : Malnutrition ■ M-CI : Maladie chronique ■ SM-CC : Condition médicale critique | 11 | 5 |
| Total | | | 19 | 15 |

X. Recommandation

| Recommandations | Responsables |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------|
| Faire le plaidoyer pour le renforcement des patrouilles militaires dans zones qui connaissent à la fois les incendies d'écoles (Makalondi, Gothey, Djagourou, Abala, Ayérou), et les attaques ciblés des leaders communautaires (Tonditchiwindi, Inates, Makalondi et Torodi) | CIMCOORD |
| Mettre en place des mécanismes alternatifs pour la protection des enfants face aux problèmes d'accès de certains acteurs aux zones d'intervention dans la région de Tillabéri (Inates, Bankilaré, Sanam, Makalondi). | SOUS-CLUSTER VBG/PROTECTION DE L'ENFANCE |
| Faire une évaluation des besoins et gaps des assistances alimentaires dans les zones d'accueils des PDI et villages n'ayant pas pu cultiver pour cause de l'insécurité (Makalondi, Banibangou, Abala, Ayérou), afin de fournir une assistance alimentaire urgente Fournir une assistance en vivres urgentes aux nouveaux déplacés internes dans les communes d'Anzourou, Dessa et Ayérou | CLUSTER SECURITE ALIMENTAIRE |
| Faire un plaidoyer auprès des bailleurs pour le financement des projets de protection multi acteurs dans les zones d'urgence de la région de Tillabéri, afin de réduire les problèmes d'accès aux zones par certains acteurs | CLUSTER PROTECTION |
| Evaluer les besoins et gaps des abris et NFI dans les zones d'accueils des PDI en cette fin de la saison pluvieuses ou les intemperies ont détruit la majorité des kits abris distribués (Abala, Ayérou, Inates, Banibangou). Fournir une assistance en kits NFI et Abris aux nouveaux déplacés internes dans les communes de d'Anzourou, Dessa, et Ayérou | GTABNA |
| Renforcer les cliniques mobiles dans les zones d'accueils des PDI et ravitailler en produits pharmaceutiques les centres de santé encore fonctionnels dans les zones d'urgences de la région de Tillabéri | Cluster Santé |